

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	21	4

N° de la séance : 01

Objet de la délibération : Environnement
Energie - Territoire à énergie positive pour
la croissance verte - Approbation de la
convention d'appui financier

 Original
▪ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2017.017

Date de la convocation :

Le 28/02/2017

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du

14 MARS 2017

de la réception s/Préfecture
en date du

14 MARS 2017

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services



Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 06 mars 2017

L'an deux mil dix-sept et le 06 mars à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Joseph VALETTE

ABSENTS :

Lionnel LUCA, Marc DAUNIS, Claude BERENGER, René TRASTOUR

Monsieur LEONETTI,

Le programme des « Territoires à Energie Positive pour la Croissance Verte » (TEPCV) a été lancé à l'automne 2014 par le Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer. Il vise à territorialiser la politique de transition énergétique et à donner une impulsion forte pour encourager les actions concrètes qui peuvent contribuer notamment à atténuer les effets du changement climatique, encourager la réduction des besoins d'énergie, le développement des énergies renouvelables locales et faciliter l'implantation de filières vertes pour créer 100 000 emplois sur trois ans.

Afin d'accompagner l'ensemble des projets créatifs et innovants, un fonds de financement de la transition énergétique, doté de 1,5 milliard d'euros sur trois ans contribuera notamment à financer les territoires lauréats, en complément des autres financements publics existants.

Dans le cadre de son Plan Climat Energie Territorial, la CASA a engagé une politique ambitieuse et exemplaire en faveur de la réduction des émissions de gaz à effet de serre et du développement des énergies renouvelables se traduisant par la mise en œuvre de plusieurs actions dont de nombreuses recoupent les six domaines d'intervention du programme TEPCV :

- Réduction de la consommation d'énergie dans les bâtiments et l'espace public ;
- Diminution des émissions de GES et des pollutions liées aux transports ;
- Développement de l'économie circulaire et de la gestion durable des déchets ;
- Production d'énergies renouvelables locales ;
- Préservation de la biodiversité, protection des paysages et promotion d'un urbanisme durable ;
- Promotion de l'éducation à l'environnement et de l'éco-citoyenneté.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a présenté un projet et a été déclarée lauréate de l'appel à projet « Territoires à énergie positive pour la croissance verte ». Il s'agit d'une reconnaissance des actions engagées par la CASA dans le domaine de la transition énergétique qui s'accompagne d'une aide financière de 204 000 € H.T. pour les actions sélectionnées et qui seront mises en œuvre pour la période 2017 et 2018.

Les actions proposées et sélectionnées par le comité technique chargé de l'instruction du dossier (services de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement et la Direction Départementale des Territoires et de la Mer) sont :

- L'acquisition de véhicules propres pour la flotte CASA ;
- L'installation d'infrastructures de recharge électrique privées pour accompagner le développement de la flotte électrique CASA ;
- La réalisation d'une plateforme solaire à destination des particuliers et des entreprises pour favoriser le développement de l'énergie solaire photovoltaïque.

Afin de bénéficier des aides financières du programme « Territoires à énergie positive pour la croissance verte » il est proposé de valider le projet de convention joint en **Annexe 1**. Le descriptif technique et financier des actions proposées figure en **Annexe 2 et 3** de la convention.

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- de valider la demande de subvention de la CASA dans le cadre du programme des « territoires à Energie Positive pour la croissance verte » ;
- d'approuver le projet de convention d'appui financier du programme « Territoires à énergie positive pour la croissance verte », dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou Monsieur le Vice-Président délégué à l'environnement et à la biodiversité, à signer ladite convention, et l'ensemble des actes inhérents à l'exécution de la présente délibération ;
- d'imputer les recettes correspondantes sur le compte 1328 pour les subventions liées à l'équipement et en 74718 pour les subventions liées au fonctionnement du service de l'environnement.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- de valider la demande de subvention de la CASA dans le cadre du programme des « territoires à Energie Positive pour la croissance verte » ;
- d'approuver le projet de convention d'appui financier du programme « Territoires à énergie positive pour la croissance verte », dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou Monsieur le Vice-Président délégué à l'environnement et à la biodiversité, à signer ladite convention, et l'ensemble des actes inhérents à l'exécution de la présente délibération ;
- d'imputer les recettes correspondantes sur le compte 1328 pour les subventions liées à l'équipement et en 74718 pour les subventions liées au fonctionnement du service de l'environnement.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 06 mars 2017
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

500 TERRITOIRES à ÉNERGIE POSITIVE POUR LA CROISSANCE VERTE ET POUR LE CLIMAT



LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE pour la
CROISSANCE VERTE

TERRITOIRE A ENERGIE POSITIVE POUR LA CROISSANCE VERTE
Convention particulière d'appui financier



#VotreEnergie



TERRITOIRE à ÉNERGIE POSITIVE POUR LA
CROISSANCE VERTE
MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ÉNERGIE ET DE LA MER

Entre

l'État, représenté par Madame Ségolène ROYAL, Ministre de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer, chargée des Relations internationales sur le climat,

Et

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, représentée par son Président, Monsieur Jean LEONETTI,

Vu la loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises,

Vu la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, notamment son article 20-II,

Vu la convention du 31 mars 2015 relative à la création et à la gestion d'une enveloppe spéciale Transition énergétique par la Caisse des dépôts, dans le cadre du Fonds de financement de la Transition Énergétique (FFTE), dans sa version modifiée par l'avenant du 11 mars 2016,

Vu la convention de gestion de l'enveloppe spéciale Transition énergétique du 4 mai 2015, dans sa version modifiée par l'avenant du 11 mars 2016,

Il est convenu ce qui suit

Préambule

Le programme des « territoires à énergie positive pour la croissance verte » lancé à l'automne 2014 par le Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer vise à territorialiser la politique de transition énergétique et à donner une impulsion forte pour encourager les actions concrètes qui peuvent contribuer notamment à atténuer les effets du changement climatique, encourager la réduction des besoins d'énergie et le développement des énergies renouvelables locales et faciliter l'implantation de filières vertes pour créer 100 000 emplois sur trois ans.

Afin d'accompagner l'ensemble des projets créatifs et innovants, un fonds de financement de la transition énergétique, doté de 1,5 milliard d'euros sur trois ans contribuera notamment à financer les territoires lauréats, en complément des autres financements publics existants. Dans ce cadre, le territoire lauréat, la Communauté d'Agglomération de Sophia Antipolis, a présenté un projet qui figure en annexes 1 et 2, approuvé par le Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer, et bénéficie à ce titre d'un appui financier spécifique pour l'accompagner dans son projet.



Article 1 – Objet et durée de la convention

La présente convention a pour objet de préciser, d'une part, les actions qui seront mises en œuvre par la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis ainsi que ses engagements à ce titre et, d'autre part, les modalités d'attribution et de versement de l'appui financier du ESTE. La présente convention entre en vigueur à compter du jour de sa signature. Elle est valable pour les actions ayant connu un démarrage effectif jusqu'au 31 décembre 2017 et prendra fin avec le versement du solde de l'aide et au plus tard trois ans après la date de signature de la présente convention.

Article 2 – Montant et modalités de versement de l'appui financier

Le montant de l'appui financier au titre de la présente convention est fixé à **204 000 euros** dans la limite d'un plafond maximal de 80 % de chaque dépense subventionnable. Le contenu de la présente convention pourra être modifié par avenant. L'appui financier sera versé par la Caisse des dépôts et consignations sur ordre de la ministre ou du Préfet de Région, qui aura vérifié le caractère subventionnable des dépenses présentées, selon des modalités conformes au décret 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement :

- ⑩ une avance de 5 % de la subvention sera versée, sans demande particulière, dès l'enregistrement de la convention ou de l'avenant par la Caisse des Dépôts ;
- ⑩ le solde sera versé sur ordre de paiement établi par le Préfet de région ou la Ministre, après vérification du service fait et des dépenses effectives réalisées par le(s) bénéficiaire(s) ;
- ⑩ un versement intermédiaire (acompte) pourra être réalisé, sur ordre de paiement établi par le Préfet de Région ou la Ministre, à la demande du/des bénéficiaire(s), et sur présentation par celui-ci/ceux-ci d'un état de factures acquittées et d'une notice d'avancement physique de l'opération dont il s'agit.

Lorsque l'opération cofinancée par l'ESTE dans le cadre de la présente convention ne relève pas du décret de 1999 susmentionné, le versement de la subvention suivra les modalités suivantes :

- ⑩ un acompte de 40 % sera versé, sans demande particulière, dès l'enregistrement de la convention ou de l'avenant par la Caisse des Dépôts ;
- ⑩ le solde sera versé sur ordre de paiement établi par le Préfet de Région ou la Ministre, après vérification du service fait et des dépenses effectives réalisées par le(s) bénéficiaire(s).

Article 3 – Engagements du territoire lauréat et des bénéficiaires

Dans le cadre du projet, le territoire lauréat et les bénéficiaires s'engagent à :

- a) mettre en place sur leurs territoires les nouvelles actions spécifiques figurant en annexe 1,
- b) transmettre au Préfet de Région (DREAL) :
 - ⑩ les justificatifs relatifs aux dépenses subventionnables, acquittées et certifiées par le comptable public ;
 - ⑩ tout document nécessaire aux engagements et versements ;



⑩ le suivi et le bilan des actions mises en œuvre.

⑩ Les dépenses subventionnables devront être ventilées selon les postes comptables et certifiées exactes par le comptable public.

c) participer au réseau d'échange d'expérience proposé par la communauté régionale de travail et à collaborer au dispositif d'évaluation,

d) apposer le logo «Territoire à énergie positive pour la croissance verte» ci-dessous sur tout document et toute réalisation et panneau de chantier portant sur les actions financées,



e) faire état du concours du Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer et du programme Territoire à énergie positive pour la croissance verte,

f) faire connaître le soutien du Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer et du programme Territoire à énergie positive pour la croissance verte, lors des actions de relations avec la presse (dossier, communiqué de presse, conférences de presse, etc), en étroite concertation avec le Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer,

g) apposer sur tout document informatif relatif à l'opération subventionnée, le logo « Territoires à énergie positive pour la croissance verte ». La taille du logo devra être à minima proportionnelle à la part du financement issu du Fonds de financement de la transition énergétique dans le plan de financement global de l'action. L'apposition du logo devra être adaptée à la nature de l'opération (voir les exemples de bonnes pratiques d'utilisation du logo sur le site <http://www.tepcv.developpement-durable.gouv.fr/> rubrique communication),

h) Inviter la Ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer et le représentant de l'Etat dans le département, à toute manifestation relative à l'inauguration ou la valorisation de l'action subventionnée.

Les territoires à énergie positive pour la Croissance verte sont encouragés également **promouvoir la biodiversité** et mettre en œuvre des actions concrètes contribuant à

- Favoriser la création d'emplois dans les filières vertes ;
- Eduquer et sensibiliser les jeunes générations aux enjeux de la biodiversité, par exemple en mettant systématiquement en place des coins nature dans les établissements scolaires
- Améliorer la connaissance et la préservation de la biodiversité dans les territoires, par exemple en créant des atlas de la biodiversité ;
- Développer la nature en ville
- Promouvoir des solutions fondées sur la nature pour lutter contre les effets du changement climatique



Par ailleurs, en leur qualité de territoires exemplaires de la transition énergétique, les collectivités lauréates sont encouragées à **rechercher en permanence l'excellence environnementale au travers de leurs projets d'infrastructures**, notamment en étudiant la possibilité de réaliser des bâtiments passifs ou à énergie positive pour toute nouvelle construction de bâtiment public.

Enfin les territoires sont encouragés à **lutter contre l'artificialisation des sols**.

Article 4 – Clause de reversement et de résiliation

Les sommes qui n'auraient pas été utilisées, ou qui auraient été utilisées pour une action autre que celles prévues à l'article 3, seront restituées à la Caisse des dépôts et consignations.

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des Parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre Partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Paris, le

Le Président de la Communauté
d'Agglomération Sophia Antipolis

La Ministre de l'Environnement,
de l'Énergie et de la Mer,
chargée des Relations internationales
sur le climat,

Jean LEONETTI

Ségolène ROYAL

En présence de l'ADEME,

En présence de la Caisse des Dépôts et
consignations,



Annexe 1

Projet présenté par la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis



Présentation de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et sa politique Energie-Climat

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (CASA) comprend 24 communes pour une population de 179 000 habitants.

Dès sa création en 2002, la CASA, au travers de la Charte d'agglomération, a souhaité rassembler les communes du littoral, du moyen pays et du haut pays autour d'un **projet de développement commun, basé sur la complémentarité et la solidarité.**

La CASA est active depuis 2008 en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre avec tout d'abord la mise en œuvre d'un **Plan Local Energie Environnement pour la période 2009 - 2012** puis l'élaboration et la mise en œuvre d'un **Plan Climat Energie Territorial pour la période 2014 - 2019** en partenariat avec la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, la Communauté d'Agglomération des Pays de Lérins et les villes d'Antibes, Cannes et Grasse.





Le PCET de la CASA comprend 5 axes stratégiques et la **mise en œuvre d'une cinquantaine d'actions** avec les collectivités de l'Ouest 06 :

- 1 - engager l'Ouest 06 vers la construction d'un territoire durable
- 2 - conforter l'attractivité du territoire en anticipant les effets du changement climatique
- 3 - engager le territoire vers la transition énergétique
- 4 - poursuivre l'exemplarité de l'action publique
- 5 - fédérer l'ensemble des acteurs et des habitants de l'Ouest 06

Parallèlement, la CASA anime un Espace Info Energie, service dédié aux habitants du territoire afin de les conseiller et de les accompagner dans leurs démarches d'économie d'énergie liées à l'habitat. Enfin la CASA assure également le portage d'une mission de Conseil en Energie Partagé, service dédié aux communes du territoire afin de suivre et d'optimiser les consommations d'énergie et d'eau des bâtiments publics.

Contexte énergétique et appel à projet Territoire à Energie Positive pour la Croissance Verte

Les études énergétiques réalisées en 2012 pour l'élaboration du PCET ont permis d'améliorer la connaissance et d'appréhender les problématiques énergétiques majeures pour chaque activité du territoire, et de manière plus globale. Le **bilan des émissions de gaz à effet de serre** a permis d'identifier les postes de consommation les plus importants liés aux compétences et au fonctionnement de l'agglomération : les **déplacements liés à la collecte des déchets, aux transports des personnes et aux déplacements des agents** constituent les **postes majeurs d'émission de GES (+90%)**.

Au-delà du périmètre (administratif) d'intervention de la CASA, les **activités économiques** constituent le **secteur le plus émetteur de GES** sur le territoire (sans prise en compte la mobilité longue distance). Les secteurs liés à l'habitat, à la mobilité courte et moyenne distance constituent deux autres sources d'émissions importantes pour le territoire. Le taux d'intégration des énergies renouvelables sur la CASA reste relativement faible, en dessous de la moyenne régionale (12 % en 2012) et nationale (14,6 % en 2014).

Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis

Indicateurs de performance	2020	2030
Réduction des émissions de gaz à effets de serre (en tonnes CO ₂)/an	-20%	-35%
MWh économisés / an (réf : 2007)	-15%	-26%
GWh d'EnR produits par an	317 GWh	544 GWh
Taux de couverture des consommations (ou taux d'intégration)	9 %	18 %

L'appel à projet des territoires à énergie positive pour la croissance verte constitue une opportunité clé pour renforcer la mise en œuvre de nouvelles actions pour la transition énergétique du territoire engagée par la CASA : **pour la mobilité interne des agents et l'utilisation des carburants alternatifs, pour la sobriété et l'efficacité des consommations énergétiques des bâtiments, en faveur du déploiement des énergies renouvelables par les élus et les acteurs du territoire, et pour favoriser l'innovation en lien avec les réseaux électriques intelligents**, décrits ci-après.



Annexe 2

Programme d'actions dans le cadre du programme



Gouvernance du programme d'actions mise en place par la Communauté d'Agglomération de Sophia Antipolis :

Dans le cadre du projet TEPCV, la méthodologie adoptée a été la suivante :

- un comité de pilotage TEPCV, composé d'élus référents, des techniciens des structures chargés du suivi opérationnel des actions identifiées, et en lien avec les services de l'Etat (DDTM, DREAL, ADEME, etc), tout en associant le Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
 - le comité se réunira autant de fois que nécessaire et a minima une fois par an ;
 - les réunions de ce comité seront ouvertes aux autres intercommunalités volontaires afin d'identifier les actions complémentaires engagées et d'assurer la cohérence des programmes d'actions.
- Mise en place d'une **vision partagée** de développement durable du territoire avec l'ensemble des partenaires et des instances de concertation politiques de nos structures ;
- Un nombre d'actions limitées et **très opérationnelles** avec une mise en place rapide et efficace ne dénaturant pas les **ambitions de plus long terme** pour la co-construction de programmes d'actions plus structurants ;
- Une **complémentarité** avec les programmes d'actions mis en place par les EPCI engagées dans un Plan Climat ;
- Un programme d'action en **adéquation** avec la stratégie territoriale, correspondant à la territorialisation du SRCAE et au PCET de l'Ouest 06.



Action 1

Intitulé de l'action :

Achat de véhicules propres

Description de l'action :

La CASA possède une flotte de véhicule importante comprenant principalement des véhicules de collecte des déchets, de véhicules de transport collectif (bus) et des véhicules pour les déplacements des agents. Les véhicules de collecte des déchets représentent 3 600 Teq CO₂, soit le deuxième poste en termes d'émissions de gaz à effet de serre (GES) de la collectivité.

La CASA souhaite moderniser une partie de ce parc, par des véhicules plus performants, moins émetteurs de GES et de polluants atmosphériques (particules fines et oxydes d'azote). Cela est d'autant plus justifié que le territoire se situe sur une zone couverte par un Plan de Protection de l'Atmosphère (13 communes associées au PPA des Alpes-Maritimes du sud). Cela passe par l'optimisation des circuits de collecte et par l'amélioration de l'efficacité énergétique des véhicules.

Afin de diversifier le mix énergétique pour le transport des agents, la CASA souhaite développer l'électro-mobilité au sein de sa flotte captive, en parallèle de l'utilisation du GNV (la CASA possède plusieurs véhicules fonctionnant au GNV, qui lui permettra à terme d'intégrer le biométhane).

Ces actions sont couplées à des formations à l'éco-conduite proposées aux agents.

Par ailleurs, la CASA souhaite diminuer les émissions de GES liées aux véhicules de collecte des déchets, 2nd poste le plus émetteur actuellement. Pour cela, elle développe l'installation d'équipement CINERGIE, en partenariat avec la société FAUN, équipements qui permettent d'utiliser l'énergie cinétique des véhicules pour fournir l'énergie des montes-charges. Ceci permet une économie d'énergie de 30% par véhicule et une diminution de GES équivalente.

La CASA souhaite pouvoir acquérir :

- 2 véhicules fonctionnant au GNV ou hybrides ou électriques
- 4 véhicules utilitaires électriques
- 5 véhicules de collecte équipés du système CINERGIE

Calendrier : 2017-2018



Description des effets attendus (indicateurs/objectifs) :

- 13 tonnes d'équivalent CO₂ économisées par véhicule électrique sur leur durée de vie (source ADEME pour 10 ans et 15 000 km/an) ;
- Véhicule GNV : diminution de 30% des émissions de GES par rapport à véhicule thermique ;
- une évaluation de la réduction de la consommation des carburants sera réalisée à l'issue de l'achat de ces véhicules.

Détail des coûts prévisionnels de l'action 1	
Description	Montant (HT)
2 véhicules GNV ou électriques ou hybrides	50 000 €
4 véhicules utilitaires électriques	100 000 €
5 véhicules équipés du système CINERGIE	50 000 €
Total	200 000 €



Action 2

Intitulé de l'action :

Développement des infrastructures de recharge privée pour la flotte CASA

Description de l'action :

La CASA souhaite développer la mobilité électrique pour diminuer les émissions de gaz à effet de serre relatifs aux déplacements de ses agents.

En effet, de nombreux agents font régulièrement des trajets entre les différents bâtiments communautaires (réseau des médiathèques, bâtiments administratifs, bâtiments techniques, etc.) et le bilan carbone a mis en évidence les émissions de GES non négligeables liées à ces déplacements. L'installation de bornes de recharge électrique dans différents bâtiments permettra d'accompagner progressivement le déploiement des véhicules électriques en garantissant leur utilisation régulière et la sécurité d'approvisionnement des véhicules lors des déplacements.

Afin de garantir une efficacité des temps de recharge, la CASA envisage le déploiement de bornes de recharge accélérées qui permettent un rechargement complet en 1h30 à 2h. Selon les nécessités des agents et le nombre de véhicules électriques, la CASA pourra envisager des bornes de recharge électrique classique.

Description des effets attendus (indicateurs/objectifs) :

- Accompagner le développement de la flotte électrique CASA
- Sécuriser l'approvisionnement en énergie des véhicules
- Diminuer les émissions des GES en favorisant le recours aux véhicules électriques
- 5 infrastructures de recharge électrique privées réparties sur différents bâtiments CASA (accélérées : 22 kW ou normales : 3 kW)

Détail des coûts prévisionnels de l'action 2	
Description	Montant (HT)
Installation de bornes de recharge privée	50 000 €
Total	50 000 €



Action 3

Intitulé de l'action :

Développer les énergies renouvelables :
Développer une plateforme solaire

Description de l'action :

Dans le cadre de son Plan Climat Energie, la CASA souhaite développer la production d'énergies renouvelables afin de diminuer ses émissions de gaz à effet de serre et respecter les orientations du Schéma Régional Climat Air Energie PACA. L'une des actions prioritaires du Plan Climat est le développement de l'énergie photovoltaïque sur le territoire afin de diminuer la dépendance énergétique au réseau électrique national.

Pour faciliter le développement de l'énergie solaire photovoltaïque, la CASA souhaite déployer une plateforme solaire. La plateforme solaire aura plusieurs objectifs :

- Renseigner le potentiel solaire en toiture et chiffrer le coût de revient d'une installation et les recettes associées pour l'ensemble des habitants et des entreprises du territoire,
- Renseigner les utilisateurs sur les contraintes éventuelles (périmètre protégé ou soumis à réglementation, etc.) des zones et les démarches associées à entreprendre,
- Renseigner sur les professionnels locaux reconnus Garant de l'Environnement et faciliter la mise en relation pour le démarrage des projets.

Pour cela, la CASA souhaite déployer un outil en lien avec l'école des Mines de Sophia Antipolis qui dispose actuellement des données d'irradiations les plus précises au niveau national. Cet outil facilitera la mise en relation des petites entreprises et des particuliers avec le Point Rénovation-info-service, ce qui permettra également d'envisager d'aborder la problématique des économies d'énergie.

Calendrier : 2017-2018

Description des effets attendus (indicateurs/objectifs) :

- Augmenter de 5 à 10 % le nombre de projets photovoltaïques sur le territoire (indicateurs : nombre de devis réalisés)
- Augmenter l'autoconsommation des entreprises sur le territoire
- Augmenter le nombre de contacts et de projets suivis par le Point Rénovation-info-service

Détail des coûts prévisionnels de l'action 3	
Description	Montant (HT)
Développement d'un outil en ligne de mise à disposition de données pour le développement de l'énergie solaire photovoltaïque	30 000 €
Total	30 000 €

Annexe 3

Plan de financement du programme

PLAN DE FINANCEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
Nature des dépenses	Montant en € (HT)	Nature et origine du financement	Montant en € (HT)
Action n° 1 Achat de véhicules propres	200 000 €	Programme TEPCV (70 %) Autofinancement (30 %)	140 000 € 60 000 €
Action n° 2 Développement des infrastructures de recharge privée des véhicules électriques de la flotte CASA	50 000 €	Programme TEPCV (80 %) Autofinancement (20 %)	40 000 € 10 000 €
Action n° 3 Développement des énergies renouvelables : développer une plateforme solaire pour les particuliers et les entreprises	30 000 €	Programme TEPCV (80 %) Autofinancement (20 %)	24 000 € 6 000 €
		Programme TEPCV (72,86 %)	204 000 €
TOTAL HT	280 000 €	TOTAL HT	280 000 €

Annexe 4

Document administratif nécessaire à l'engagement et au versement

Nom du bénéficiaire : Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis

Adresse du bénéficiaire : Les Genêts, 449 route des crêtes 06 901 Sophia Antipolis

Trésorerie d'Antibes

N° SIRET : 240 600 585 000 14

RIB :

Code Banque	Code Guichet	N° Compte	Clé
30001	00596	C0650000000	79

IBAN : FR58 3000 1005 96C0 6500 0000 079

RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE

Titulaire
**TRESORERIE PRINCIPALE D'ANTIBES
MUNICIPALE ET HOSPITALIERE
T006102
2203 chemin de St Claude Le Chorus
B.P.323 06606 ANTIBES CEDEX**
Domiciliation
**BANQUE DE France
14 av Felix Faure
06006 NICE**

Références bancaires
Code banque
Code guichet
N° Compte
Clé RIB

**30001
00596
C0650000000
79**

**IBAN (identification internationale)
FR58 3000 1005 96C0 6500 0000 079**

Identifiant Swift : BDFEFRPPCCT

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 06/03/2017
Numéro : BC_2017_017
Nature : DE - Deliberations
Objet : Territoire à énergie positive pour la croissance verte -
Approbation de la convention d'appui financier
Matière : 8.8 - Environnement
Interlocuteur
Nom : CHALIER Vanessa

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : F4y96TM

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 14/03/2017
Identifiant : 006-240600585-20170306-BC_2017_017-DE

Acte reçu

Date : 06/03/2017
Numéro interne : BC_2017_017
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 8
Objet : Territoire à énergie positive pour la croissance verte - Approbation de la convention d'appui financier
Classification utilisée : 01/04/2004
Document : 006-240600585-20170306-BC_2017_017-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
006-240600585-20170306-BC_2017_017-DE-1-1_2.PDF